

ET L'ÉMANCIPATION DANS TOUT ÇA ?

Une analyse de Philippe VICARI

CFS asbl – 2025



Analyse 2025

Collectif Formation Société (CFS asbl) – pôle éducation permanente / cohésion sociale
Rue de la Victoire 26
1060 Saint-Gilles

02/543 03 03
ep@cfsasbl.be

Toutes les publications sont disponibles gratuitement sur ep.cfsasbl.be

Illustration d'après un détail de Jean ESCHBACH, « Les désordres ouvriers à Liège et aux environs. – La défense du passage du pont reliant Jemeppe à Seraing (D'après un croquis pris sur les lieux.) », *Le Globe illustré : journal de la famille*, vol. I, n° 27, 4 avril 1886, 1^{ère} de couverture.

Avec le soutien de



Moteur de l'éducation populaire, l'émancipation figure parmi ces notions dont la richesse réside notamment dans la plasticité dont peut se prévaloir sa définition. Mais lorsque le sens en devient élastique, c'est sa logique même qui peut s'avérer invertie. Et son acception appelle alors d'autant plus à être questionnée par l'histoire.

L'histoire populaire suppose classiquement des luttes démocratiques et autres mobilisations citoyennes par lesquelles des populations ont réussi à se délier de quelques-unes des contraintes que leur imposait un certain ordre social et à conquérir des droits leur garantissant la liberté nécessaire à leur épanouissement commun. Ainsi circonscrite, elle s'apparente tout à la fois à un processus d'émancipation qu'à un récit sur l'émancipation et cela procède peut-être autant de la polysémie du terme que de sa mobilité sémantique.

Or depuis quelques temps déjà, c'est plutôt à une distorsion de signification qu'est soumise pour sa part l'émancipation, les maux dont souffrirait la société imposant désormais un narratif qui en inverse la logique. Ainsi en a-t-il été par exemple lors des débats autour du projet de loi-programme consistant à réformer le chômage en Belgique, son promoteur le ministre de l'Emploi allant jusqu'à présenter la limitation dans le temps des allocations comme une « mesure d'émancipation sociale »¹. L'insistance sur le « caractère historique » de cette réforme traduit bien l'inusable volonté de charge politicienne sur le devenir de la société². Elle masque cependant fort mal le poids du dévoiement dont pâti quant à lui sérieusement l'usage du mot depuis la fin du XX^{ème} siècle.

C'est en tout cas de cette époque que date ce que le sociologue Federico Tarragoni qualifie, plus radicalement, de « réécriture néolibérale » : le retournement, il est vrai, ayant été opéré insidieusement à la faveur d'un individualisme conquérant promu par une gouvernementalité rétive aux solidarités collectives, semble

en tout cas devoir désormais aller de soi. Affranchissement, autodétermination, libération, le terme a renvoyé au fil du temps à la constitution de sujets juridiques, de sujets politiques et de sujets sociaux face à des situations d'asservissement, de colonisation et de normativité qui s'inscrivent dans des rapports de domination. Il désigne dorénavant la réalisation de son plein potentiel et s'assimile même parfois à une possession matérielle³.

Soumise à une telle prédation, l'émancipation n'a rien à perdre d'un détour par l'histoire.

Dialogue avec l'histoire

C'est en substance de ce type de constat – exemple belge excepté, ce qui en renforce la profonde originalité – qu'est partie l'historienne Michèle Riot-Sarcey pour retrouver des expressions d'une émancipation qui conservent un impact subversif de par la rupture qu'elles instaurent « à l'encontre de règles tutélaires »⁴. Débusquant de la sorte à travers l'histoire une série de pratiques qui se définissent comme émancipatrices en ce qu'elles consistent à se déprendre d'une emprise et d'une aliénation dont le mécanisme s'insinue souvent inconsciemment, son essai s'attache à en explorer la démarche en tant qu'intention

1 Chambre des Représentants, Projet de Loi-Programme, Rapport de la première lecture fait au nom de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions, 11 juin 2025, p. 95 (DOC 56 0909/013).

2 *Ibid.*, p. 94.

3 Voir Federico TARRAGONI, *Émancipation*, Paris, Anamosa, 2021, pp. 10-19 en particulier.

4 Michèle RIOT-SARCEY, *Mais où est passée l'émancipation ?*, Bordeaux, Éditions du Détour, 2025, pp. 5-6 pour résumer.

expérientielle et réflexive. Inutile dès lors d'en préciser le résultat qui inévitablement se dérobe à l'évaluation : il s'agit d'un processus, non d'un aboutissement.

L'inachèvement de l'émancipation doit également rappeler combien elle relève du faire et non de l'être. Linguistiquement pronominale, elle se rapporte non pas à autrui mais à soi-même nonobstant son inscription collective : on n'émancipe pas, on s'émancipe, et on s'émancipe avec les autres. S'émanciper revient en effet avec l'historienne à « entrer dans une société plurielle qui respecte la singularité de chaque individu. C'est se donner les moyens de combattre, ensemble, l'influence des forces économiques et se détourner de leur modèle de vie déshumanisé. S'émanciper, c'est retrouver les autres semblablement libres afin d'unir les compétences pour transformer les sociétés et agir, en toute conscience, avec les autres, en se sauvant soi-même. »⁵ Et c'est en voyageant entre une rencontre avec des étudiants de ce début de XXI^{ème} siècle et la lecture d'un écrivain du XVI^{ème} siècle, qu'elle puise les expériences variées lui inspirant cette conclusion, même si la fréquentation des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles reste pour elle un terrain privilégié.

L'essai de Riot-Sarcey, s'il s'en délivre en quelque sorte, peut s'appuyer sur une carrière académique axée sur l'étude de la liberté qui dernièrement a mené la chercheuse, au départ d'une observation des « empêchements du pouvoir d'agir », à investiguer les « voies souterraines de l'émancipation » en remontant aux utopies révolutionnaires qui ont laissé place à une « irrésistible ascension des idéologies » dans l'entre-deux-guerres dont le « triomphe » au sortir du second conflit mondial n'a pu empêcher un « réveil de l'émancipation » au cours des années 1960 ; manière s'il en est de venir questionner la réalité de la démocratie à l'épreuve des

luttres du mouvement des Gilets jaunes⁶. Cette démonstration magistrale du cheminement historique de l'idée d'émancipation oscillant entre engouement et restriction, certes focalisé sur la France, n'en reste pas moins extensible à la Belgique.

Et l'intérêt ne s'arrête pas là.

L'émancipation peut venir enrichir un regard critique sur l'histoire, soit. Mais le dialogue va plus loin : l'histoire comme matériau aussi bien que comme discipline peut en retour s'avérer un instrument d'émancipation.

Une force propulsive

C'est de son côté aux potentialités émancipatrices de l'histoire que l'historienne Laurence De Cock consacre son enseignement qu'elle entend mener en activité militante. Partant pour sa part avec des collègues du constat d'un recours de plus en plus fréquent à des références historiques par certains mouvements sociaux, ils en saluent, eux aussi dans un essai, la « force propulsive vers l'avenir » aux antipodes des récupérations et autres usurpations politiques, médiatiques ou même ludiques et touristiques de l'histoire⁷.

Conférer pareille puissance à l'histoire dépend donc de l'usage qui en est fait : « L'histoire peut être un outil d'émancipation, d'autonomie et de résistance ou, au contraire, si on laisse faire la tendance dominante, devenir l'un des tombaux de la démocratie », prévenait le groupe d'enseignants⁸. L'émancipation est en effet pour De Cock au cœur du métier d'historien dont la mission est d'apporter un outillage critique, la portée émancipatrice de l'histoire résidant tant

5 *Ibid.*, pp. 134-135.

6 Michèle RIOT-SARCEY, *L'émancipation entravée. L'idéal au risque des idéologies du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2023, *passim*.

7 Laurence DE COCK, Mathilde LARRÈRE et Guillaume MAZEAU, *L'Histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, p. 8.

8 *Ibid.*, p. 12.

dans les événements du passé qui sont retenus que dans la vision qui en est proposée, et de là peut-être avant tout dans leur vocation d'analyse du présent.

Membre du Comité de Vigilance sur les Usages de l'Histoire créé en 2005, animatrice du collectif Aggiornamento développant depuis 2011 des réflexions et formulant des propositions pour un renouvellement de l'enseignement de l'histoire qui rompe avec une version officielle de l'histoire, elle défend une histoire populaire qui consiste à déplacer le regard du haut vers le bas, soit des dominants aux dominés. Mais son appropriation exige aussi d'interroger ce type de partage et d'aller débusquer les dynamiques qui les déterminent. À l'instar de l'émancipation, l'histoire populaire est une démarche avant tout, l'historienne n'en disconvient pas lorsqu'en prologue d'un récent ouvrage se réclamant du genre, elle en rappelle la diversité d'approches allant du point de vue des oubliés du roman national au fonctionnement des dominations qui traversent nos sociétés ; le principal restant pour elle de devoir « ôter les couches d'idées reçues qui encombrant notre imaginaire pour accepter de cheminer autrement »⁹.

Ainsi circonscrite, l'histoire devient la conviction de l'apparemment d'un récit sur l'émancipation à un processus émancipateur.

Infléchir le cours des événements

Une histoire factuelle de la multitude dans ses agencements et mettant à l'honneur les capacités d'action qui meuvent ses protagonistes. Autrement dit, une histoire qui amène à déborder les assignations et reconfigurer le sensible pour résumer, à l'extrême ici, la pensée de l'émancipation nourrie depuis un demi-siècle par le

philosophe Jacques Rancière¹⁰. Voilà donc une perspective donnant droit de cité aux revendications progressistes.

Un peu comme ces travailleuses et travailleurs qui, refusant le sort funeste de prolétaire qui leur était dévolu et caressant l'espoir de lendemains plus sécurisants, nourrissant une ambition de justice sociale, s'affirmèrent en 1886 face à un déploiement de force disproportionné, au péril de leur vie, en développant un répertoire d'action qui, toutes choses égales par ailleurs, conserve une prégnante actualité¹¹. C'est de leurs grèves et de leurs manifestations plaçant l'intérêt collectif au dessus du souci de soi qu'on découlé d'importantes réformes touchant tant à la législation sociale qu'à la légitimité démocratique. C'est de leur mouvement que la population de la Belgique est d'aujourd'hui redevable : historique pour le changement qu'il a pu enclencher à l'époque, il l'est surtout pour ce que ce changement a pu perdurer.

Infléchir le cours de l'histoire... Un ambitieux programme ! Et si, dans tout ça, l'émancipation commençait simplement par reconnaître la nécessité d'interroger ses propres adhésions ?



⁹ Laurence DE COCK, *Histoire de France populaire. D'il y a très longtemps à nos jours*, illustrée par Fred Sochard, Marseille, Agone, 2024, p. 15.

¹⁰ Voir pour un rapide survol de sa réflexion Jacques RANCIÈRE, *Penser l'émancipation*, dialogue avec Aliocha Wald Lasowski, Paris, L'Aube, 2022.

¹¹ Sur le rôle « historique » de la mobilisation de 1886 dans l'histoire sociale de la Belgique, voir dernièrement Quentin WILLAERT, « La manifestation comme outil de contestation. Histoire et particularités de son histoire en Belgique » dans Jean FANIEL, Corinne GOBIN et David PATERNOTTE (dir.), *Se mobiliser en Belgique. Raisons, cadres et formes de la contestation sociale contemporaine*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2020, pp. 182-187.